



Philippe TOUCHET,  
Prof. de philosophie, CPGE,  
Lycée G. Monod, Enghien

## POURQUOI LA TYRANNIE POLITIQUE ?

Cours et échanges inter-lycéens franco-européens  
diffusés sur la plateforme de visioconférence  
du Projet *Europe, Éducation, École*  
le 21/12/2023, 10h15 – 11h45

En direct : <https://projet-eee.eu/diffusion-en-direct-564/>  
En différé : <https://www.projet-eee.eu>  
En podcast : <https://soundcloud.com/podcastprojeteee>



Jean-Luc GAFFARD,  
Diffusion et production  
Czeslaw MICHALEWSKI  
Réalisation et communication

### Diffusion en différé

**Vidéo 1** : <https://projet-eee.eu/video/i-pourquoi-la-tyrannie-politique-philippe-touchet/>

**Vidéo 2** : <https://projet-eee.eu/video/ii-pourquoi-la-tyrannie-politique-philippe-touchet>

- Deezer : <https://www.deezer.com/fr/show/634442>

- Spotify : <https://open.spotify.com/show/2TxDvqoDz14QF6n84dInHZ?si=SjNtt51kSjOWssBALskZfA>

### Pour mémoire

*Pourquoi la tyrannie politique ?* C'est cette question sibylline que Philippe Touchet – professeur de philosophie en CPGE à Enghien a tenté de faire rayonner ce 21 décembre 2023 devant les élèves de Varna et des lycées de Quimper, de Sèvres et de Marignane, s'adossant pour cela au *Discours de la servitude volontaire* d'Etienne de la Boétie.

Ce texte publié intégralement en français en 1576 - qui fut à la fois loué par Montaigne, repris par les Révolutionnaires, puis Karl Marx pour venir ventiler les travaux ethnographiques de Pierre Clastres – fait résonner d'abord la question de la soumission de la *totalité* à *Un* seul, *i.e.* le tyran.

Et Philippe Touchet de rappeler d'abord quelques éléments majeurs de la philosophie politique (en particulier celle de Platon) fondée sur l'idée que gouverner, c'est faire *Un*, c'est comprendre le sens de l'unité d'une cité, comprise aussi comme une personne, qui connaît la justice, le bien, le beau.

En ce sens, La Boétie remet en question cette écriture de l'*Un* et pour lui, tout pouvoir (et relation) politique est tyrannie et abus de pouvoir. Au sens où la liberté est naturelle en/chez l'homme, le pouvoir est lui-même contre-nature : il ne le tient pas de sa propre nature mais dans la langue double qu'il déploie. Mais comment expliquer alors la tyrannie ? Le désir du tyran rencontre le désir de la servitude du peuple qui a renoncé à sa liberté naturelle. Et le tyran sent bien qu'il trouve sa raison d'être dans la représentation que le peuple se fait de lui-même et si d'aventure le peuple renonçait à servir, la tyrannie s'abolirait (d'elle-même... Quelle ironie, s'indigne une élève : la servitude tient-elle à la conscience de sa soumission et ainsi pouvons-nous trouver juste notre état ignoré de servitude ?

À quel moment la liberté naturelle est-elle oubliée ? C'est le jeu de la coutume et de l'histoire qui fait que nous oublions que nous sommes tous frères, des sortes de compagnons sans arme d'une égalité entre tous et il va falloir bouleverser la fausse représentation que nous avons de nous-mêmes : l'invention de ce fameux *Un*.

En réalité, poursuit Philippe Touchet, la tyrannie est une structure sociale et le tyran est entouré de complices de leur servitude puisqu'ils peuvent eux-mêmes opprimer par capillarité. Plus on se rapproche du tyran, plus l'on capte son énergie toxique, plus on oublie que nous étions libres. En somme, le tyran additionne des couches de servitude pour asseoir son pouvoir-total. Pour La Boétie, les esclaves n'ont plus rien à perdre : seuls ceux qui sont au bas de la pyramide et qui n'ont plus personne à soumettre peuvent paradoxalement agir comme des *contre-pouvoirs* et, dès lors, être des hommes libres en *puissance*.

Comment donc fonder une cité libre ? Il faut restaurer la stricte égalité des égaux (sic !) et battre en brèche cette idée du *Un*-contre. Reprenant le livre I du *Contrat Social* de J.-J. Rousseau, Philippe Touchet finit par exposer l'idée que nous avons le devoir de renoncer à notre *ego* (l'*Un*) pour vouloir seulement l'unité d'un peuple qui aliène son pouvoir à tous par/pour tous. Ce peuple, et lui seul, garantit que chaque citoyen dans le *contrat* qui l'oblige envers un autre citoyen recouvre sa liberté naturelle et n'oublie plus jamais que l'oppression n'est pas dans le rapport de forces mais dans la représentation d'un désir identique et si pauvre au fond : celui qui est soumis et celui qui soumet. Ultime solution : il suffirait qu'un peuple-uni ne veuille pas servir l'*Un-hors-contrat* pour que cesse la tyrannie... Qu'on se le dise... !

**Antoine CHÂTELET**

## Dossier pédagogique

### 1. Présentation

La Boétie écrit, alors qu'il a à peine 18 ans, une dissertation sur le pouvoir politique, presque un ouvrage scolaire, mais qui connaîtra une postérité de plusieurs siècles, puisque les auteurs les plus divers, les hommes politiques les plus nombreux en feront leur cheval de bataille lors des grands bouleversements de la vie politique française, et singulièrement pendant la révolution. On y verra l'apologie du régicide, comme ensuite la préfiguration de la démocratie. D'aucuns chercheront à le tirer vers la dénonciation de l'aliénation de l'Etat etc.

En lui-même pourtant, ce texte, que La Boétie n'a pas publié de son vivant, est une énigme, puisqu'il nous met en face d'un opuscule d'étudiant qui, pourtant, par ses intuitions novatrices, va éclairer la pensée politique pour plusieurs siècles.

Par-delà ce petit miracle, l'ouvrage de La Boétie porte sur une énigme, qui est l'énigme de l'ordre politique lui-même. L'auteur se demande comment le pouvoir et la maîtrise sont possibles chez les hommes. Comment un homme seul peut-il obtenir la soumission de tous, et même pis, créer, par sa tyrannie, le plus grand malheur ? La chose qui nous semble la plus courante et la plus quotidienne, à savoir la soumission des multitudes à des chefs et des tyrans, est une aberration humaine et même physique. Simone Weil fait remarquer, dans un article de 1937, que l'ordre politique est une aberration dans le domaine naturel. Dans la mécanique, le plus grand nombre l'emporte toujours sur le petit, et l'élément unique ne vaut presque jamais rien. Mais dans le domaine politique, les choses semblent s'inverser totalement : le nombre est une faiblesse, et la soumission de tous à l'un est la règle. C'est dire que l'ordre politique est contre-nature, et on peut immédiatement se demander s'il n'est pas fondé sur une dénaturation de l'homme.

### 2. Cours rédigé

La Boétie, *Discours sur la servitude volontaire* :  
comment dépasser les illusions de la domination politique ?

#### Les illusions de l'unité

Dans la philosophie politique classique, celle issue de Platon et Aristote, la question politique est double : celle de la constitution de la communauté, l'unité du corps social, et la distinction juste entre le gouvernant et le gouverné. En somme, deux questions inaugurent le mode d'existence de la société humaine : celle du peuple et celle du prince. De même qu'un navire a besoin d'un équipage soudé et d'un capitaine qui tient le gouvernail, de même la division entre gouvernés et gouvernants s'impose comme principal et naturel moyen du pouvoir politique ; pour que la communauté fasse une, il faut un pouvoir un, qui impose une direction une. Et réciproquement, il faut au gouvernant que le peuple fasse un autour de lui pour qu'il puisse le gouverner. Chez Platon, dans la *République*, la cité idéale doit être aussi unie que doit l'être un individu avec lui-même. L'unité de la cité est et doit être l'unité de l'âme. Le pouvoir n'est pas celui de la force ou du prince, mais le pouvoir de l'unité qu'il porte dans son idée, qu'il connaît par sa science.

Or cette primauté de l'unité en politique est profondément remise en cause par le *Discours sur la servitude volontaire* de La Boétie. Soudain, le « contre un » nous montre que tout pouvoir politique est tyrannique, précisément parce qu'il s'impose comme UN face à la multitude, qu'il asservit contre nature. La Boétie ne dénonce pas seulement les tyrannies, qui sont des abus de pouvoir, mais le pouvoir politique lui-même, celui du prince contre le peuple, celui du roi même héréditaire, celui de la société elle-même qui se divise entre gouvernés et gouvernants. Car toute relation de pouvoir est la remise en cause de la liberté naturelle de l'homme, et il est contre nature qu'un seul asservisse une multitude, ou même qu'un homme en asservisse un autre, puisqu'ils sont nés pour être tous frères. Cela contrevient à la nature et à la physique même ; où le nombre et la masse sont toujours plus puissants que le particulier. Dans l'ordre de la politique humaine, le nombre devient une faiblesse, et le singulier l'emporte sur le collectif. L'homme, plus que tout autre animal, est fait pour la liberté, mais dans la cité, sa nature se perd, et on ne comprend pas quelle « malencontre » a pu produire l'état politique comme un état d'asservissement.

En somme, l'unité que le prince impose est tyrannique au regard de la nature humaine, et qu'importe les formes de régimes, qui ne sont pas même étudiées par La Boétie. Ce qui frappe La Boétie, c'est que l'ordre politique est toujours asservissement, même dans les démocraties. De cette énigme, qu'un seul en gouverne une multitude, on peut tirer une première question : une société peut-elle s'unir sans un pouvoir qui l'asservisse aux obligations de l'unité ? L'unité politique n'est-elle pas toujours servitude ? Et s'il en est ainsi, ne faut-il pas lui opposer une société sans prince, une société sans État, à l'image de Pierre Clastres, qui voit dans La Boétie le premier anthropologue des peuples primitifs : « Il y a chez La Boétie comme une déduction *a priori* de la société sans État, de la société primitive. » Une société qui refuserait toutes les formes de pouvoir de domination, au motif qu'elle produit la désunion du corps social : le gouvernant, sensé unir, désunit, c'est-à-dire, introduit la division aliénante entre les frères humains. Clastres dit que les sociétés sans Etat ne sont pas des sociétés politiquement sous-développées, mais qu'elles sont dans le refus de la relation de pouvoir, qu'elles rejettent, en quelque sorte consciemment, l'institution d'une division politique. Le pouvoir désunit là où la société se fait alliance des égaux, et seulement des égaux.

Second problème : la question fondamentale de l'origine de la servitude

Dans un premier temps, La Boétie – sans doute lecteur et admirateur de Machiavel – explicite toutes les ruses des tyrans pour soumettre le peuple : l'instauration des jeux et des divertissements, l'usage du « manteau de la religion », pour créer, non pas seulement une obéissance, mais une dévotion, l'absence et la distance jupitérienne : il faut faire croire, par la distance, au caractère surnaturel du prince. Toutes ces analyses, que La Boétie illustre avec force exemples tirés de l'antiquité et des auteurs classiques, notamment Tacite et Cicéron, n'atteignent pourtant pas le centre du problème, qui tient à l'énigme initiale : comment ce qui est à la fois contre la nature des choses, et contre la liberté originelle de l'homme est-il possible ? Comment la tyrannie peut-elle naître alors qu'elle suppose le renversement de tous les équilibres de la raison et de la nature ?

La réponse de La Boétie sur ce point n'est pas celle d'un psychologue de la politique, [comme pouvait l'être Platon dans *La République*, ou même, d'une certaine manière encore Machiavel dans *Le Prince*]. Il ne cherche pas dans les travers des dirigeants, dans leurs passions ambitieuses, les causes de l'oppression. Car, mécaniquement, le pouvoir du tyran ne tient pas à sa force, ni à ses armées, mais uniquement au fait que le peuple veut sa servitude : il suffirait que le peuple renonce à servir, recouvre le désir de liberté pour que la tyrannie tombe. Il suffirait de changer non l'état des forces, mais l'ordre des représentations. Il suffirait que le peuple ne veuille plus servir pour que le pouvoir s'effondre. Claude Lefort, dans son

commentaire, insiste sur ce paradoxe : le peuple pourrait se délivrer de la tyrannie en décidant simplement de vouloir sa liberté. Car le tyran est moins qu'une femme, moins qu'un homme, et il est pourtant détenteur de la toute puissance.<sup>1</sup>

« Sitôt que les hommes cessent de vouloir le tyran, il est défait ;  
sitôt la liberté désirée, ils la possèdent. »

La liberté ne supposerait pas une aliénation, une rébellion, ou le lourd effort de la révolte. Il suffirait d'un renversement du désir. Un renversement dans la représentation ; car il n'y a pas de désir de domination sans son corollaire, le désir de soumission. C'est donc que les hommes soumis veulent en fait leur servitude, qu'ils donnent aux tyrans les pieds et les mains de sa puissance. Que ce n'est pas la force qui fait l'oppression, mais le désir de servitude.<sup>2</sup> Soulignons, à cette occasion, l'immense renversement de perspective qui marque toute la modernité et tout l'humanisme de La Boétie. Le pouvoir et la servitude ne sont plus pensés dans le rapport de l'homme à la transcendance – ce que soit celle de l'idée de juste, ou celle de Dieu. La soumission n'est plus légitimée par un principe extrapolitique, comme c'était le cas pour les classiques ou pour Saint Augustin. Ici, l'homme est le seul auteur de l'homme<sup>3</sup>, et c'est dans le rapport horizontal de domination de l'homme à l'autre homme que se pose la possibilité d'une servitude volontaire. Dans ce terme de « servitude volontaire », il faut moins voir le paradoxe d'un homme renversant son désir naturel de liberté et désir de servitude – accident qui ne peut s'expliquer par la raison – mais, plutôt la découverte philosophique que la raison d'être de la politique est dans l'homme et dans l'homme seul, et c'est pourquoi tout pouvoir est illégitime.

À nouveau, nous sommes étonnés par de multiples questions : car comment ce renversement, cette malencontre de l'émergence d'une servitude volontaire peut-elle s'expliquer ? et Comment, derechef, le désir de servitude peut-il justifier non pas la servitude – qui est encore conscience de l'oppression, mais l'esclavage – qui est l'inconscience de l'oppression et la destruction irréversible du désir de liberté, la saisie de la servitude comme liberté et la dévotion presque religieuse à l'égard du tyran ? L'énigme de l'origine immanente et humaine trop humaine de la soumission approfondit l'impasse explicative. Car si la soumission est volontaire, il faut bien qu'elle apporte quelque chose, quelque bénéfique à celui qui en accepte le sacrifice. Or La Boétie insiste sur le peu de gain, et sur l'immense perte que constitue la servitude à un tyran, qui prend au peuple, non seulement son dû, mais plus que la nécessité :

« Pauvres gens misérables, peuples insensés, nations opiniâtres à votre mal et aveugles à votre bien ! Vous vous laissez enlever sous vos yeux le plus beau et le plus clair de votre revenu, vous laissez piller vos champs, voler et dépouiller vos maisons des meubles de vos ancêtres ! Vous vivez de telle sorte que rien n'est plus à vous. »

---

<sup>1</sup> « L'étrange, dit Claude Lefort, c'est que le peuple n'aurait rien à faire pour se délivrer. Il lui suffirait de ne rien lui donner. »

<sup>2</sup> « Ce maître n'a pourtant que deux yeux, deux mains, un corps, et rien de plus que n'a le dernier des habitants de l'innombrable population de nos villes.

Ce qu'il a de plus, ce sont les moyens que vous lui fournissez pour vous détruire.

D'où tire-t-il tous ces yeux qui vous épient, si ce n'est de vous ?

Comment a-t-il tant de mains pour vous frapper s'il ne les prend de vous ?

Les pieds dont il foule vos cités ne sont-ils pas aussi les vôtres ?

Comment n'a-t-il aucun pouvoir sur vous autrement que par vous-même ? »

<sup>3</sup> Simone Goyard Fabre, dans son commentaire, le dit très clairement : « *Le discours de la servitude volontaire* travaille à affranchir le politique du théologique ». p. 11 (de l'édition Garnier Flammarion). Et plus loin, Ibidem, p. 121 : « La Boétie ose dire que l'homme est le support des valeurs fondamentales de sa condition : l'homme s'avance, au devant de la scène politique, vers l'affirmation de la conscience de soi. »

Ainsi le peuple est-il « traître à lui-même » dans le désir de soumission, et il n'y gagne rien sinon toujours plus de soumission ? Maladie « mortelle » que cette inconscience, la servitude est toujours nuisible et n'est qu'une manière de se faire tort. Et si, de surcroît, on sait que de nature, nous sommes tous égaux et même frères, la servitude devient nuisible autant qu'incompréhensible. « Il ne peut entrer dans l'esprit de personne que la nature ait mis quiconque en servitude, puisqu'elle nous a tous mis en compagnie. »

### **La solution est dans le renversement de perspective**

Après avoir passé en revue les raisons psychologiques de la servitude, comme le rôle de l'habitude, La Boétie est comme dans une impasse : car l'éducation est ambiguë : elle peut expliquer que la nature se perde chez celui qui n'a pas connu la liberté, mais elle n'explique pas cette perte initiale, ni pourquoi certains, par l'éducation des livres et les lumières de la culture, recouvrent leur liberté initiale. L'habitude peut donc expliquer aussi bien, et finalement indifféremment, la perte de la liberté que son maintien.

C'est donc qu'il faut chercher l'explication ailleurs. Dans un passage du texte, - vers la fin, l'auteur en arrive à un renversement dans la manière même de penser :

« J'en arrive maintenant à un point qui est, selon moi, le ressort et le secret de la domination, le soutien et le fondement de la tyrannie. »

C'est le terme de fondement et de secret qui doit nous interpeller. Tout se passe comme si, parti du constat de l'incompréhensible fait de la servitude volontaire, l'auteur en était resté aux explications historiques, psychologiques, mondaines, rien qu'aux faits : qu'il y a des tyrans rusés, qu'il y a des peuples couards, que la tyrannie une fois produite se maintient par l'habitude, que la force des gens d'armes et autres hallebardiers expliquent la peur que les tyrans inspirent.

Dans toutes ces descriptions, un point commun : on suppose en principe que l'ordre politique est un ordre dual : l'unité du gouvernant [l'UN comme tyran]<sup>4</sup>, et l'unité des gouvernés qui lui font face : l'Un comme peuple soumis. La cité est interprétée comme la relation simple entre deux unités dont l'une est le corollaire de l'autre : c'est parce qu'il y a un tyran que le peuple est tout ensemble gouverné et soumis. Or, cette analyse oublie que l'unité, en politique, n'est qu'un nom, le nom que le tyran lui-même invente pour justifier la servitude. L'invention du nom masque la réalité du fonctionnement tyrannique, c'est-à-dire la structure fondamentalement sociale de la servitude.<sup>5</sup>

---

<sup>4</sup> « Le pluriel se déniait s'engouffre dans l'UN. » dit Claude Lefort dans son analyse.

« Avec la servitude, le charme du nom d'Un a détruit l'articulation du langage politique. Le peuple se veut nommé : mais le nom dans lequel s'abolissent la différence d'un à un, l'énigme de la division sociale, l'épreuve de la reconnaissance indéfiniment reportée est le nom d'un tyran. Son nom aimé devient celui auquel tous restent suspendus sous peine de n'être rien. Le nom détaché, comme venant de nulle part, comme résumant tout en soi, devient le nom de l'Autre, de celui qui seul a pouvoir de parler, à distance de ceux qui ne font qu'entendre. »

La servitude volontaire tient à ce que chacun se pense comme un contre les autres, niant les divisions et les différences. Le tyran est le non de ce désir d'unité fictive, de narcissisme social. Il n'est pas jusqu'à l'idée de l'unité d'un peuple qui ne soit le produit décalé et aliénant de la visée de l'un sans l'autre ; et qui précisément produit le tyran comme son autre pour le désir d'Un. Cf Claude Lefort : « Avec la servitude, le charme du nom d'Un a détruit l'articulation du langage politique. Le peuple se veut nommé : mais le nom dans lequel s'abolissent la différence d'un à un, l'énigme de la division sociale, l'épreuve de la reconnaissance indéfiniment reportée est le nom d'un tyran. Son nom aimé devient celui auquel tous restent suspendus sous peine de n'être rien. Le nom détaché, comme venant de nulle part, comme résumant tout en soi, devient le nom de l'Autre, de celui qui seul a pouvoir de parler, à distance de ceux qui ne font qu'entendre. »

<sup>5</sup> Jusque-là, donc, La Boétie a quitté son premier principe : celui qui veut que quelque chose du peuple en

Le tyran n'est pas un, mais entouré par quatre ou cinq complices qui tirent bénéfice de leur servitude, non pas vis-à-vis du tyran, mais vis d'autres servitudes qu'ils ont sous leur garde. Chacun de ces tyranneaux accepte la servitude vers le haut pour mieux exercer le pouvoir vers le bas. Ainsi la tyrannie est-elle comme la pyramide des oppressions, où chaque pierre est soumise, mais où elle pèse sur son inférieur et en obtient une part de pouvoir. La tyrannie ne tient pas à ce que le tyran asservisse, mais à ce que les hommes s'entre-asservissent à chaque niveau de la société.

« Et qui voudra en dévider le fil verra que, non pas six mille, mais cent mille et des millions tiennent au tyran par cette chaîne ininterrompue qui les soude et les attache à lui, comme Homère le fait dire à Jupiter qui se targue, en tirant une telle chaîne, d'amener à lui tous les dieux. »

Comment le tyran parvient-il à obtenir cette modification de la conscience de chacun : par la puissance de la hiérarchie. Il n'y a pas une soumission de tous vis à vis d'un seul. (Le tyran ne soumet pas verticalement tout le peuple à son unique pouvoir). Si le peuple ne fait jamais nombre face à lui, s'il ne sent jamais sa force, c'est parce que chacun est soumis seulement à quelques autres, lesquels sont à leur tour soumis à d'autres et ainsi de suite.

Il y a d'abord, autour du tyran, un premier cercle de sous-fifres corrompus, qui se soumettent pour leurs gains, et ceux qui en soumettent pour chacun autant à leur tour. Puis, de proches en proche par cette hiérarchisation des soumissions, où chacun trouve, dans son coin, sa victime et son bourreau, le tyran parvient à maintenir son pouvoir total, en additionnant ainsi les soumissions multiples et partielles. Ce n'est pas tout le grand corps qui dans son ensemble est soumis à son pouvoir, c'est chaque membre qui, pour ainsi dire et à la fois soumis et maître, et où chacun, horizontalement, soumet l'autre. « Ainsi le tyran asservit les sujets les uns par le moyen des autres ». Bref, plus le pouvoir est tyrannique, plus il se trouve de collaborateurs pour accomplir ses basses besognes, plus les plus mauvais de la société viennent soutenir le pouvoir le plus mauvais pour en tirer profit. Tout est dans le secret des « petites tyranneaux »

Ainsi, si le peuple ne fait jamais unité face au tyran, et si les armes sont inutiles pour le protéger, c'est parce que l'addition infinie des corruptions horizontales produit finalement l'aliénation de tous à l'égard d'un seul, et que l'unité est le mot magique qui fait oublier à chacun sa part de tyrannie. Les hommes s'entre-tyrannisent en série. Et le ressort est alors, mécaniquement, le nombre : tant que le nombre de ceux qui profitent de la servitude est supérieur à ceux qui y perdent, la tyrannie se maintient. Si le rapport s'inverse, alors l'État s'effondre.

---

sa nature, se vive au contact de la tyrannie, et, qu'en somme l'oppression a pour cause principale la nature de l'opprimé. En parlant des ruses des tyrans, il s'est éloigné de son sujet : car ces ruses ne sont efficaces que sur un peuple qui a tout perdu dans l'ignorance, un peuple déjà esclave. Il lui faut, en quelque manière, remonter un pas d'avant, dans le principe et le ressort de la tyrannie, c'est-à-dire dans ce qui ôte la liberté naturelle, donnant place ensuite, et seulement ensuite, à l'émergence d'un tyran en quelque sorte cause occasionnelle. C'est ici que nous passons d'un simple essai sur la corruption des régimes, à un discours philosophique : on ne peut se contenter de décrire les ruses effectives et empiriques des tyrans, il faut revenir au fondement, c'est-à-dire à la question de la nature humaine, pour y trouver le ressort universel de la tyrannie, fondement, dit le texte, qui précède et rend possible le tyran.

## Conclusion

C'est toute la modernité de l'analyse que de faire sentir que le pouvoir n'est pas en haut, mais en bas et partout, à l'exception de ceux qui sont en dernier rang et qui n'ont personne à tyranniser à leur tour. Comme dans un mécanisme où chaque pièce a le même pouvoir de détermination, la société n'est pas un organisme avec une âme, mais ressemble à un automate où chacun pèse sur l'autre. C'est dire que le ressort de la servitude est dans l'âme de chacun en tant qu'il se veut le tyran d'un autre. Nul ne veut être le tyran de tous. Mais la partialité du pouvoir est meilleure que l'absence du pouvoir. Il n'y a donc que ceux qui n'ont rien, entendre nul en dessous d'eux à tyranniser, qui sont à plaindre, et qui n'ont pas entièrement perdu leur liberté.

« Car à vrai dire, s'approcher du tyran, est-ce autre chose que s'éloigner de sa liberté et, pour ainsi dire, embrasser et serrer à deux mains sa servitude? Qu'ils mettent un moment à part leur ambition, qu'ils se dégagent un peu de leur avidité, et puis qu'ils se regardent ; qu'ils se considèrent eux-mêmes : ils verront clairement que ces villageois, ces paysans qu'ils foulent aux pieds et qu'ils traitent comme des forçats ou des esclaves, ils verront, dis-je, que ceux-là, si malmenés, sont plus heureux qu'eux et en quelque sorte plus libres. Le laboureur et l'artisan, pour asservis qu'ils soient, en sont quittes en obéissant. »

La servitude est donc dans le désir de servitude de l'autre. Dans la société des concurrents et des non-frères.

Mais on peut aussi tirer une autre conséquence de l'étude critique de notre auteur : en montrant que la servitude est dans le fonctionnement hiérarchique du peuple s'aliénant, il décrit en creux ce que devrait être un vrai régime politique : celui où chacun, dans le peuple, reconnaît l'autre comme citoyen, et se voulant l'égal de l'autre, réalisera dans la communauté politique sa liberté naturelle. Si les membres du peuple s'entre-aliènent, c'est qu'ils ne se voient pas comme des égaux et des humains. La base de la liberté politique est donc dans la constitution consciente d'un peuple d'égaux. Il faut d'abord constituer rationnellement le peuple avant de lui donner un roi ou un tyran. Hypothèse, qui prépare ce que sera la grande intention de Rousseau deux siècles après :

« Avant donc que d'examiner l'acte par lequel un peuple élit un roi, il serait bon d'examiner l'acte par lequel un peuple est un peuple. Car cet acte étant nécessairement antérieur à l'autre est le vrai fondement de la société. »

*Contrat social*, livre I, chapitre V

Philippe TOUCHET

Projet *Europe, Éducation, École*  
Site internet : <https://projet-eee.eu>  
Contact : [europe.education.ecole@gmail.com](mailto:europe.education.ecole@gmail.com)

Le 08 janvier 2024